En Afrique.

Numéro d'inventaire : 1979.29649
Auteur(s) : Jacques Mourgeon
Type de document : article
Éditeur : L'Education nationale
Date de création : 1967
Description : 3 feuilles.
Mesures : hauteur : 275 mm ; largeur : 210 mm
Notes : A propos des coopérants.
Mots-clés : Organisations et coopération internationales
Filière : Post-élémentaire
Niveau : aucun
Autres descriptions : Langue : Français
Nombre de pages : 5
Mention d'illustration
ill.

en Afrique

par Jacques Mourgeon

Coopération-Herschtritt

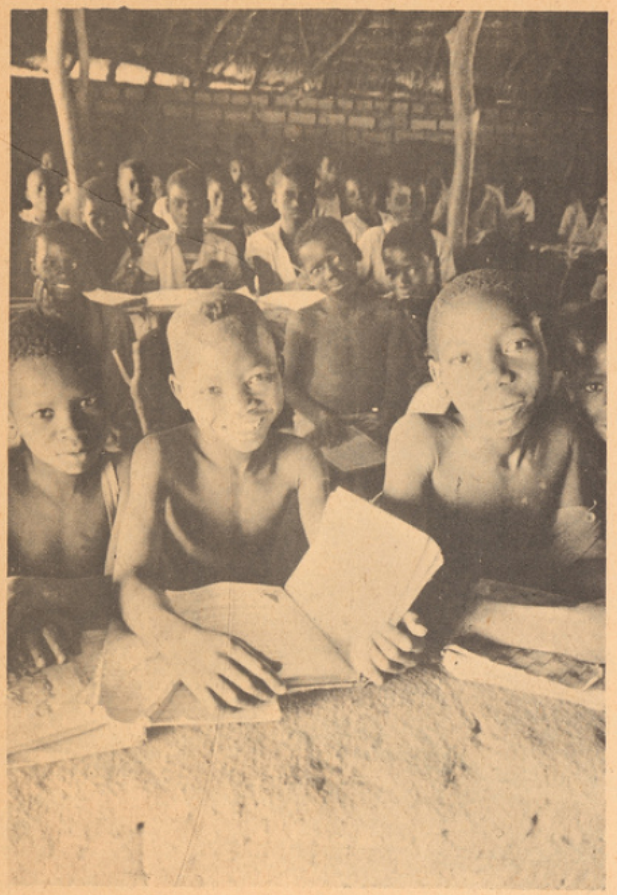
Cela dit, nous n'avons pas vu que cet aspect utilitaire des choses. Nous nous sommes quand même dit que dès l'instant où on avait l'idée de faire appel aux jeunes du contingent, on pouvait espérer insuffler une pensée, un idéal nouveau à l'assistance technique. »

L'entreprise a démarré très discrètement en 1962 par la mise à disposition de la Coopération de quelques militaires que l'on envoya dans les départements d'Outre-Mer, Martinique, Guadeloupe, La Réunion. Voyant l'intérêt de l'entreprise les autres départements ministériels ont voulu à leur tour, utiliser les mêmes possibilités.

DEUX SORTES DE RENCONTRES

Dans le cadre de ce nouveau genre d'assistance, celle des enseignants est la plus récente et celle auquel notre revue se devait d'attacher le plus grand intérêt. C'est pourquoi nous sommes allés à Dourdan où dans un village de vacances familiales installé dans un cadre un peu vosgien, au flanc d'un coteau arrondi, une vingtaine de jeunes gens retour d'Afrique et de Madagascar ont été réunis par la Coopération pour faire le point de leurs séjours et préparer à l'intention de ceux qui voudront leur succéder, une sorte de « mode d'emploi » qu'ils iront leur expliquer, au cours d'une tournée dans les écoles normales. Au cours de ce stage de deux jours le bilan de ces séjours a permis de mieux préparer les départs à venir. Tout d'abord il s'agissait de faire le point des conditions matérielles proposées aux jeunes, de profiter des premières expériences pour organiser le mieux possible, tant sur le plan financier que sur celui de la vie pratique, l'existence des futurs appelés. Un autre aspect de cette réu-

Coopération Almasy



Coopération-Herschtritt

Coopération-Almasy

nion d'information était de tirer les leçons de ces quelques mois d'enseignement chez les noirs.

Dans l'ensemble ceux qui revenaient avaient essuyé les plâtres. Presque tous nous ont dit être partis à l'aveuglette. Il convient de préciser ici que le jeune enseignant appelé qui a choisi de faire son service national dans l'enseignement, est envoyé d'autorité là où on a besoin de lui. Il ne saurait être question pour lui d'émettre des préférences quant à un pays ou à une ville. Il se trouve donc parachuté soit dans la brousse, soit dans une grande cité. Le mot service doit conserver son sens fort. Quoi qu'il en soit, l'appelé-enseignant se trouve dès son arrivée en Afrique ou à Madagascar devant deux sortes de rencontres : rencontres avec un système scolaire implanté et des enseignants civils installés.

Dans l'ensemble elles furent assez faciles : les nouveaux venus furent bien reçus, pilotés, familiarisés avec le pays. Toutefois, l'arrivée de licenciés ou d'agrégatifs destinés à remplacer les anciens aux formations plus modestes suscite, bien à tort, chez ceux-là une certaine appréhension. Ils craignent que la transformation ne s'effectue à un rythme plus rapide, que une fois libérés de leur service les jeunes enseignants ne reviennent plus tôt que prévu s'installer définitivement et se substituer au personnel en place. C'est trop simplement préjuger une évolution dont on ne distingue encore que les premiers signes. De toute façon les jeunes qui succèderont à ceux qui iront les informer ne se trouveront pas dans la même situation : ils auront été avertis et rencontreront là-bas des hommes eux-mêmes déjà préparés par le séjour des jeunes du contingent précédent.

A MADAGASCAR COMME DANS LE LOT

— Quand on part dans une pays africain ou à Madagascar on n'a pas l'impression d'aller dans un pays étranger. Je ne sais pas si il y a vingt ans on allait au Sénégal comme dans le Lot ou l'Ardèche, si on avait le sentiment de ne pas quitter le territoire national — à cause du drapeau — aujourd'hui quand on arrive dans un pays africain on n'a pas l'impression de débarquer dans un pays étranger. Ce n'est pas une affaire de nationalité mais de langue, de culture. Le passage nous parut d'autant plus facilité. Mais ce n'était en fin de compte qu'une apparence. »

Ces réflexions d'un appelé, résument le climat de la deuxième rencontre : celle de l'appelé et de l'Afrique et des Africains. Certes peu à peu, au cours de son séjour il prenait conscience de sa mission qui était d'apporter « un peu de culture française ». Ils en ont ressenti l'intérêt presqu'après coup. Beaucoup nous ont avoué n'avoir pas eu, sur le moment, l'impression de servir à quelque chose. Sur place il fallait faire un grand effort d'adaptation et c'est surtout ce problème qui a posé le plus de difficultés. S'adapter au niveau des élèves noirs, apprendre à les connaître, voilà qui demandait des mois à des garçons qui avaient été très sommairement préparés, sinon pas préparés du tout.

— Nous n'avions pas le temps de faire beaucoup de psychologie, ni de pratiquer des méthodes très actives. Nous possédions la méthode d'enseignement traditionnel qui ne correspondait pas au niveau ni au style de réceptivité des élèves. Certes, nous n'étions pas déroutés. Nous nous sommes tout de suite enten-

dus avec les élèves, ils sont très gentils — auprès des jeunes Africains et Malgaches les plus sages des élèves de la métropole sont d'horribles voyous — mais nous n'étions pas sur la même longueur d'onde. »

La bonne volonté apparaît toujours évidente chez les jeunes noirs. Elle va même jusqu'à une soif passionnée d'écouter, d'apprendre. Mais ni le rythme d'enseignement, ni la grille des programmes ne correspondent à la nature des élèves. Bien que ces programmes des pays africains soient — en dehors de ceux d'histoire où l'on préfère apprendre aux Malgaches celle de Madagascar plutôt que de faire croire qu'Astérix fut compagnon de la reine Ranavalo — bien que ces programmes soient communs à l'enseignement français et à l'enseignement en Afrique, ils nécessitent de la part des maîtres une nouvelle adaptation à la nature des indigènes.

Dans l'enseignement primaire les Etats africains et l'Etat malgache sont en train de dédoubler les cycles de manière, en quatre ans, en passant du C.P. au C.P. du C.E.1. au C.E.2. à obtenir une sélection. Les éliminés en resteront là, les autres passeront en cours moyen pendant deux ans, à partir de quoi une autre sélection amènera les meilleurs en 6e.

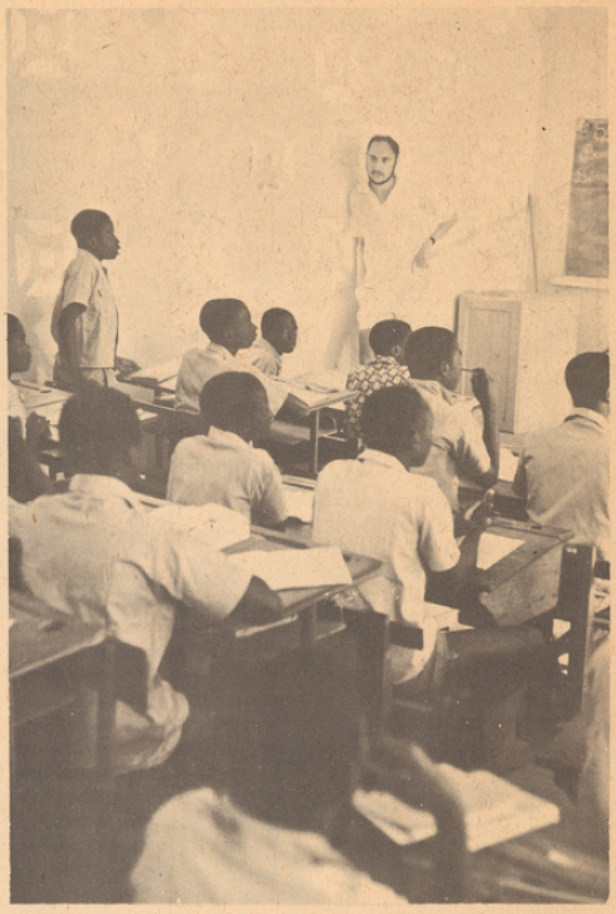
Cet effort ne s'effectue pas sans douleur : en effet, les Africains et les Malgaches ont le sentiment qu'on leur apporte alors un enseignement « au rabais », qu'on les minimise alors qu'il ne s'agit que de rechercher une adaptation des programmes à la nature des élèves. Vouloir changer quoi que ce soit aux programmes français, les simplifier, les dédoubler, paraît vexant pour certains Africains ayant accompli leurs études en France et les ayant réussies. Pour eux, en général devenus des personnages importants dans leur pays, il n'y a rien de meilleur au monde que l'enseignement français. Il serait avilissant pour leurs concitoyens de ne pas le leur offrir tel quel. Ils croient à l'universalité de la culture française. Ce bel hommage ne résoud pas les problèmes, au contraire, et les complique.

Certes, comme nous le disait un jeune enseignant :
— De toute façon, tels qu'ils sont, les programmes sont quand même assimilés par les élèves. On passe les mêmes examens qu'en France. On y met le temps et il est certain que cela tient à une préparation initiale inadaptée. Ce n'est pas une affaire d'intelligence ni de sensibilité. Que de jeunes noirs arrivent en 6e en connaissant à peine le français prouve seulement que l'enseignement est mal compris des deux côtés. Seul est en cause l'accord des deux mécanismes intellectuels différents. »

ET POURTANT ELLE TOURNE

— Ils ignorent des notions qui nous sont familières, nous dit un autre. Celle du « retard » par exemple. Ils ne comprennent pas le sens de ce mot parce qu'il n'y a pas pour eux d'application pratique. L'heure, le train à l'heure, tout cela ne fait pas partie de leur quotidien. Pas plus que la ligne droite, l'angle droit. Ils ne vivent pas dans le même environnement technologique que nous et par là, ne pratiquent pas le même vocabulaire que nous. Comment alors, leur apprendre les mêmes choses qu'à nos enfants puisqu'au départ les vocabulaires de base sont différents ? »

Ces propos définissent parfaitement ces face à face que connaissent ces garçons devant leurs élèves africains. Ils traduisent la



Coopération-Billère

Coopération-Almasy

E.N. du 9.3.67

13